



Info\_80\_ED\_2011-12  
17 octobre 2011

**« Nicolas Sarkozy : « Je ne crois plus aux grandes réformes définitives, je milite pour un système universitaire qui se réformerait en continu »**

*Dépêche AEF 155630 du 26-09-2011*

« La réforme des universités n'est pas achevée. Nous n'avons pas tout fait, nous avons simplement débloqué le système. Il va falloir continuer. Je ne crois plus aux grandes réformes définitives et bloquées, je milite pour un système universitaire qui se réformerait en continu, où chaque année, le gouvernement pourrait présenter un texte, pas forcément structurel, systémique ou définitif, mais un véhicule législatif qui permettrait de faire évoluer régulièrement l'université », annonce le président de la République, Nicolas Sarkozy, lundi 26 septembre 2011, en ouverture du colloque organisé par l'Institut Montaigne à l'université Paris-II Panthéon-Assas sur le thème : « Quinze ans de réforme des universités : quels acquis, quels défis ? ». « Ainsi, sur la gouvernance, nous n'avons pas osé aller assez loin. La question des personnalités qualifiées est posée : choisir les meilleures, les plus prestigieuses, et puis leur dire ensuite qu'elles ne pourront pas voter... C'est l'un des domaines où l'on peut tranquillement réfléchir ».

« Sur les moyens, l'avenir c'est que vous diversifiez vos sources de financement, comme partout dans le monde », indique aussi Nicolas Sarkozy, qui cite « les entreprises du domaine de compétence ou du territoire » de l'université, « les anciens, via les fondations », et évoquant aussi « des lieux développés en franchise, pour que les étudiants y mènent leurs projets et où l'université serait associée aux bénéficiaires ». Il reprend, à propos des droits d'inscription : « Je pense que ce serait une très mauvaise idée que toutes les universités décident d'augmenter leurs droits d'inscription, car cela donnerait une image de barrière vis-à-vis de l'extérieur. Pour moi, les sources de financement à privilégier sont les contrats de recherche et les entreprises, pas les frais d'inscription. Je le dis car je crois que cette réforme est tellement importante pour vous comme pour nous, nous avons bouleversé tant d'habitudes et d'immobilismes, qu'ils [les opposants] seraient trop heureux de reprendre par la main de la caricature ce que nous avons donné par la main politique. »

**« Se réformer ou disparaître »**

Au début de son discours, revenant sur la thématique du colloque, Nicolas Sarkozy estime qu'il y a eu « quinze ans de projets de réformes, c'est sûr, quinze ans de révisions à la marge et de tentatives d'adaptations à la réalité, mais de réformes, n'exagérons pas ! ». « On ne peut pas dire que le monde universitaire a été ballotté de grandes réformes en grandes réformes depuis quinze ans ! Mis à part l'époque de Claude Allègre, les ministres des universités n'ont pas pu mener les projets de réformes qu'ils avaient, pour une raison simple : leur place au sein du gouvernement a souvent été celle du fusible, que l'on fait sauter en cas de blocage. » Il en conclut que « cela a amené à l'état des universités que nous avons trouvées en 2007, où il n'y avait plus le choix : c'était soit se réformer, soit disparaître ! »

« En 2007, je me suis aperçu que les universités n'avaient pas changé depuis quinze ans, mais que le nombre d'étudiants, lui, avait été multiplié par six depuis les années 60. Une véritable explosion démographique, puisqu'il y avait 300 000 étudiants en 1960 et 2,3 millions en 2011. La totalité des moyens a été absorbée par ce raz-de-marée, il n'y avait plus aucune marge pour changer quoi que ce soit ! », explique encore le président de la République, qui souligne aussi le « changement de paramètre social » dans le profil des étudiants accédant à l'université. « Après la 'grande peur de 1968', on avait même décidé d'exiler les universités dans de lointaines banlieues », rappelle Nicolas Sarkozy, pointant la « méfiance endémique entre le pouvoir politique tel qu'il fut et le monde universitaire ».

**« Le grand mensonge d'une génération »**

« Ce n'est qu'avec l'harmonisation européenne des diplômes, en 1998 avec Claude Allègre, que les choses ont bougé. L'Europe nous a obligés à nous moderniser, cela a contraint à remettre en cause toute l'architecture des formations et a amené une prise de conscience collective sur l'archaïsme, la rigidité, le morcellement d'un système à bout de souffle, et qui entraînait la moyenne vers le fond », soutient Nicolas Sarkozy. « Alors que dans le même temps, nos voisins et concurrents organisaient méthodiquement l'augmentation du nombre d'étudiants. Nous, au nom de l'égalité, nous refusions la différence, l'excellence et la compétition. Ce fut le grand mensonge d'une génération. Et entendez bien que je n'oppose pas la droite et la gauche, mais que j'embrasse une période, celle du nivellement et de l'égalitarisme. »

Le président de la République poursuit : « Cela a conduit à une ségrégation sociale insidieuse et redoutable : les enfants des classes sociales aisées dans les grandes écoles, quels que soient leurs efforts pour s'ouvrir ; les enfants des autres, par défaut, dans les universités paupérisées et reléguées aux confins des pourtours des villes. Certes, il y avait quelques exceptions, les universités qui s'extrayaient officieusement du statut, créant un système universitaire à deux vitesses. Dès 1984 en plus, la loi Savary réduit la maigre autonomie accordée par la loi Faure, instaurant des élections dans toutes les instances de décision comme si c'était le système de l'excellence internationale. » Il reprend : « En 2007, notre organisation universitaire était une spécificité de notre pays, et propre aux universités : la souplesse pour les grandes écoles, le statut pour les universités, à cause de la crainte des gouvernements par rapport au monde universitaire, et à cause de la crise de confiance dans le politique de la part de ce monde universitaire, après des années de disette. »

### **« La réforme et les moyens ; les moyens et la réforme »**

« Nous avons fait la réforme de l'autonomie et nous avons donné des moyens. C'était la réforme 'et' les moyens, les moyens 'et' la réforme. On ne peut pas restructurer un domaine sans y mettre de moyens », insiste ensuite Nicolas Sarkozy. « Les présidents d'université ont été courageux, car le mot 'autonomie', c'était comme le mot 'sélection' : extrêmement grave ! Le malade était bien atteint car il ne pouvait même pas entendre le diagnostic ! Formuler le diagnostic, c'était déjà prendre le risque du blocage. Pourtant, pas un seul pays au monde n'a réussi sans l'autonomie. L'autonomie, ce n'est pas l'ouverture au grand capital, c'est faire confiance au monde universitaire. »

« Et puis, la magie s'est produite, et la LRU a connu un tel succès que les délais prévus pour l'autonomie ont été pulvérisés », se félicite le président. « Quand on fait entrer la liberté quelque part, elle emporte tout », estime-t-il aussi. « Alors tout cela ne va pas sans problèmes », reconnaît-il ensuite. « Il a fallu habituer l'administration centrale à ce que les conseils d'administration en sachent autant qu'elle sur l'université ! Elle a abandonné une partie de son pouvoir. Or le ministère doit coordonner, donner une ligne, pas gérer les universités les unes après les autres, ce n'est pas son rôle », martèle Nicolas Sarkozy.

Il se réjouit ensuite d'avoir « remis les universités au coeur de la recherche » et interroge : « Qui peut dire qu'elles y étaient encore ? Et il faut encore renforcer les liens de la recherche et de l'innovation, de la recherche et de l'université. » Sur les moyens, le président rappelle le « gigantesque effort de la nation » qui a permis d'augmenter « de 2 000 euros par an » la dépense française par étudiant et de « rejoindre la moyenne de l'OCDE ». « Ce fut une erreur de consacrer les moyens aux lycées qui perdaient des élèves et pas à l'université qui gagnait des étudiants. Cela montre la coupure qu'il y avait entre les élites dirigeantes et les élites universitaires », estime Nicolas Sarkozy.

### **« Des locomotives pour tirer le monde »**

Rappelant les crédits du programme d'investissements d'avenir, « 22 milliards d'euros qui iront directement dans les universités et les organismes de recherche », et les « cinq milliards sur les dix sites de premier plan » via l'opération campus, le président avoue la « très bonne surprise » qu'il a eue de voir que « le monde universitaire a immédiatement joué le jeu de l'autonomie » et accepté celui de la sélection des sites et des projets. « Cela ne veut pas dire que nous allons laisser tomber les autres », souligne-t-il. « Cela veut dire que nous avons besoin de locomotives pour tirer tout le monde. »

Il évoque enfin les bibliothèques universitaires (« quatre ans de travail pour qu'elles soient ouvertes les jours où l'on veut y aller », dit-il en souriant) et les boursiers, dont le nombre a « augmenté de 25 % depuis 2007 », le montant des aides sociales atteignant « trois milliards d'euros » aujourd'hui. « Le dixième mois de bourse, qui a fait un peu polémique, sera versé dès cette rentrée. Je suis un partisan de l'allongement de la durée de l'année universitaire, donc si elle dure dix mois, il faut dix mois de bourses », estime-t-il aussi.